

BANQUET SOCIAL

Journal du XII^e Arrondissement.

PARAISANT TOUS LES JOURS.

Prix d'Abonnement : Un an, 24 fr. — Six mois, 12 fr. — Trois mois, 6 fr. — Un mois, 2 fr. — Tout ce qui concerne la rédaction ou les annonces doit être adressé franco au bureau du Journal, place MAUBERT, 9.

Avis important.

Les citoyens actionnaires du BANQUET SOCIAL sont instamment priés de se réunir aujourd'hui vendredi 31 mars à 2 heures après midi, au bureau du journal, place Maubert, 9.

Sommaire.

Elections générales. — Ils sont partis! — Travail et Richesse. — Les flatteurs du peuple. — Crise financière. — XII^e Arrondissement. — Déclaration de principes de la Franc-Maçonnerie. — Actes officiels du gouvernement provisoire. — Révolution européenne. — Dons patriotiques. — Faits divers. — Le Banquet du XII^e (chanson). — Bourse. — Annonce.

Paris, 30 mars.

Elections générales.

Le *National* de ce matin publie la note qu'on va lire :

Le comité central des élections générales pour l'Assemblée nationale, réunie en assemblée générale, a procédé hier par scrutin de liste au choix des trente-quatre candidats qu'il propose aux citoyens du département de la Seine pour la représentation nationale. Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants :

Dupont (de l'Eure),	Albert,
Lamartine,	Ledru-Rollin,
Arago,	Ferdinand Flocon,
Marie,	Louis Blanc,
Armand Marrast,	Crémieux,
Garnier-Pagès,	

Membres du Gouvernement provisoire.

Récurt, maire adjoint de Paris.

A. Corbon, ouvrier sculpteur, rédacteur de l'*Atelier*.

Guinard, chef d'état major de la garde nationale.

Danguy, ouvrier compositeur, rédacteur de l'*Atelier*.

Béranger.

Carnot, ministre de l'instruction publique.

Bethmont, ministre du commerce et de l'agriculture.

Lamennais.

Leroy, ouvrier bijoutier, fondateur d'une association ouvrière.

Buechez, maire-adjoint de Paris.

E. Cavaignac, ministre de la guerre.

J. Bastide, secrétaire-général des affaires étrangères.

David d'Angers, statuaire.

Savary, ouvrier cordonnier, rédacteur de la *Fraternité*.

Courtai, commandant de la garde nationale de la Seine.

Ch. Thomas, directeur du *National*.

Pagnerre, secrétaire-général du gouvernement provisoire.

Degousée, ingénieur-civil.

Trélat, médecin.

Launette, ouvrier ébéniste.

Audry de Puyraveau.

Philippe Le Bas, de l'Institut.

D'Alton Shée,

Les citoyens qui ont obtenu ensuite le plus de suffrages sont :

Cormenin, vice-président du conseil-d'état.

Caussidière, préfet de police.

Dornès, rédacteur du *National*.

Agricol Perdiguier, compagnon menuisier.

Delestre, peintre.

Adrien Delair, ouvrier.

Martin Bernard, typographe.

Ch. Ant. Teste, professeur.

Ach. Vaulabelle, homme de lettres.

Thierry, médecin.

Labelonye, pharmacien.

Outin, négociant.

Pascal, ouvrier typographe, gérant de l'*Atelier*.

Litré, de l'Institut.

V. Schœlcher.

Foy, agrégé de l'Université.

Signé Recurt, président; Danguy, vice-président, Congnet, Degousée, Thirion, d'Alton-Shée, A. Corbon, Joanne, Foy, Chevallon, membres du bureau; Ph. Lebas, secrétaire; Baudot, Ader-Verdeau, Steinheil, A. Mézières et Clément, membres du comité.

Pour expédition conforme.

Le secrétaire du comité,

PH. LEBAS.

Sans rien préjuger d'une question grave, celle de la validité des opérations du comité central, question que nous nous proposons de discuter, nous ferons une remarque sur les noms que nous venons de publier.

Tous ces noms assurément nous offrent des garanties certaines d'un républicanisme sincère et dévoué. Nous avons vu constamment ceux qui les portent, sous le règne du despotisme, monter à l'assaut pour démolir l'arbitraire. Nous les saluons comme représentants de la Liberté; mais la Liberté

n'est pas seule inscrite sur la devise de notre jeune République.

Nous avons dit encore en acclamant son glorieux avènement au milieu des barricades de 1848 : Egalité, Fraternité!

Nous l'avons dit! ce cri du cœur a été notre serment: soyons-y fidèles.

Les ouvriers sont nos frères, nos frères les plus utiles, puisqu'en eux est la source vive de la production du pays. Leur nombre forme la majorité des populations. Ils doivent donc avoir dans la représentation nationale une part plus large que celle qui leur est attribuée par le comité central. Ils sont les plus aptes à éclairer les discussions qui les touchent de près; ils ont la pratique du travail, et leur érudition, acquise par l'expérience, peut contribuer puissamment à élucider la solution du problème de son organisation.

C'est là et non ailleurs que gît la grande difficulté du jour.

Les élections doivent donc être faites de manière à fournir tous les moyens de l'éclairer.

Or, que les élections des départements soient faites en province dans les mêmes proportions que celles de Paris, elles produiront selon nous un résultat tout-à-fait insuffisant pour la représentation des classes ouvrières.

Nous espérons que, plus judicieux dans la formation de sa liste, le comité central aurait proposé au moins douze ou quinze travailleurs aux suffrages des électeurs de la Seine.

Nous trouvons parmi ceux qui ont obtenu le plus de voix après les élus les noms distingués et bien connus d'Agricol Perdiguier, d'Adrien Delair, de Martin Bernard et de Pascal. N'aurait-il pas mieux valu les désigner au lieu de tels et tels citoyens que nous ne nommons pas, nous républicains assurément, mais qui ne nous paraissent pas être destinés à rendre autant de services à l'Assemblée nationale que les travailleurs mis à l'écart?

Les électeurs sauront, nous en avons l'assurance, corriger les fautes du comité central, et un nombre plus grand d'hommes du peuple sortira de l'urne du scrutin.

Paris, nous le répétons, doit compter au moins douze ouvriers représentants.

Les discussions des clubs en feront mettre en lumière d'assez républicains, d'assez instruits, d'assez éloquents pour mériter le triomphe quand viendra la lutte des suffrages.

GEORGES OLIVIER.

Ils sont partis!

Ils sont partis ces nobles fils de la Pologne, ces hommes au cœur mâle et généreux dont 18 ans d'exil n'ont pas abattu le courage. Garde à vous, barbares du Nord! Voici venir l'avant-garde de la France, les enfants de la Liberté. Ils partent, sans armes, sans argent; ils n'ont pour eux que leur audace et l'amour sacré de la patrie. Mais ce sublime amour enfantera des miracles.

Oh! un mois! un mois encore! et lorsque la France siégera toute puissante, que Paris se lève comme un seul homme, que toutes les voix s'écrient : secours à la Pologne! et si nos représentants sont dignes de leur haute mission, dignes de leurs pères de la Convention, qui furent des géants politiques, ils décréteront un armement volontaire de 100,000 hommes pour voler au secours de notre sœur bien aimée!

Ils feront plus, ils décréteront la victoire.

Car, ne nous y trompons pas, il faut maintenant une guerre, une guerre sainte, une guerre de peuple à roi, si la monarchie résiste!

Un roi en Europe serait une anomalie.

Napoléon a dit sur son rocher de Sainte-Hélène : « Dans 50 ans, l'Europe sera république ou cosaque. »

La France de 1848 répond : l'Europe sera république. Marchez donc avec confiance vers cette terre tant de fois humectée de votre sang; dites à ceux qui vous attendent que la France républicaine vous suit, que les hurrah des barbares du Don et de l'Ukraine ne nous effraient pas! car, je vous le répète, vous êtes l'avant-garde de la France, vous êtes les précurseurs de la foudre.

F. D. GOSSELIN.

Travail et Richesse.

Qu'est-ce que la richesse de la France? est-ce l'or et l'argent qu'elle renferme? Non... car ses trois milliards de métaux monnayés, qui servent à sa circulation commerciale, partagés entre ses trente-cinq millions d'habitants, donneraient à chacun d'eux quatre-vingts francs.

Sont-ce ses vastes forêts, ses campagnes fertiles, ses nombreuses cités aux somptueux édifices?

C'est là une partie de la richesse de la France; mais c'est bien loin d'être toute sa richesse: car si une part égale de ces immenses trésors était donnée à chacun de ses enfants, eile s'éleverait à peine à quinze cents francs d'un capital immobile.

La richesse véritable de la France, c'est le travail, c'est l'aptitude, la force productive de son industrielle population.

Le travail! pouvoir magique qui réalise les plus audacieuses volontés de l'homme, transforme en objets précieux les plus viles matières, crée l'abondance au milieu du désert, et répand en tous lieux la chaleur et la vie.

Vainement, l'avidité Espagne a, pendant trois siècles, épuisé l'or des deux Amériques; vainement, douze millions d'indiens, sanglant holocauste, ont été sacrifiés par elle aux sombres génies des mines. La triste Espagne, aujourd'hui épuisée et déchuée, voit son sol dépeuplé, sa fortune épuisée; son orgueil abattu expie, dans la misère et l'impuissance, la violation impie de l'Humanité, et le coupable abandon du travail national.

Le patriotisme, aujourd'hui, c'est le travail.

Travaillons donc, frères! Que la richesse et le bonheur de tous enfantent la richesse et le bonheur de chacun. Actifons la production, appliquons toutes nos forces à multiplier le nombre des objets nécessaires ou agréables, augmentons la masse de nos jouissances futures. Qu'une équitable et sage répartition récompense les efforts de chaque producteur, protège l'enfance et secoure la vieillesse.

Apportons nos bras, apportons notre intelligence, apportons surtout notre cœur.

Arrière l'égoïsme! honte à la paresse!

Gloire au travail qui donne la paix et le bien-être! honneur à la science qui élève l'âme et grandit l'intelligence; dévouement à la morale qui épure la pensée et réchauffe le cœur!

Le vieux monde s'écroule, écrasé sous le poids de ses iniques préjugés.

Assez longtemps le droit humilié a gémé sous l'étreinte de la force; assez longtemps les pouvoirs politiques, les distinctions sociales, ont été dévolues à l'insolence du glaive, à l'éclat de la richesse, aux hasards de la naissance. Une ère nouvelle a commencé : l'ère des travailleurs.

Que désormais celui-là seul soit puissant, qui est le travailleur le plus intelligent; que celui-là seul soit honoré, qui est le travailleur le plus utile; que celui-là seul soit grand, qui est le travailleur le plus dévoué.

La France régénérée a brisé par un effort suprême les hideuses entraves, dont la plus ignoble corruption avait enlacé ses membres. Cette noble nation, que les puissants de la terre croyaient à jamais asphyxiée sous le souffle impur de ses gouvernants, se relève éclatante et forte : sa voix puissante et sympathique éveille au loin les peuples endormis; et comme au festin de Balthazar, les rois épouvantés voient flamboyer sur son drapeau ces trois mots, signal de leur chute : Liberté Egalité! Fraternité!

C.-A. SEGUIN.

Les courtisanes du Peuple.

O peuple, tu es grand, ô peuple, tu es admirable, tu es sublime, prodigieux, incommensurable, etc., etc.

Voilà ce qu'à toute heure et sur tous les tons répète une foule de gens, subitement saisis, à l'endroit du peuple, de l'admiration la plus gigantesque, comme la plus imprévue. Eh! Messieurs, de la pudeur : cessez vos insultants éloges, donnez trêve à vos suffocantes adulations. Quelle est donc l'idée que vous aviez du peuple, pour vous croire obligés à manifester tant d'étonnement? Parce qu'il a su comprendre et remplir son devoir, respecter les droits et les personnes, et maintenir l'ordre dans un intérêt commun, vous criez au miracle! d'où donc sortez-vous?

Le peuple a le sentiment de sa dignité; il répudie vos louanges offensantes.

A des rois enivrés on peut sans crainte offrir l'encens, même le plus grossier.

A des citoyens on doit la vérité; la flatterie est injure.

C. A. S.

La crise Financière.

Il est des gens qui, se portant bien, se croient malades; à force de le croire souvent ils le deviennent, et si fort qu'ils en meurent.

Ce mal, c'est le mal de la peur, difficile à guérir précisément parce qu'ils n'ont pas de raison d'être, et contre lequel viennent échouer toutes les prescriptions de la médecine, toutes les ressources de la pharmacologie. Ce mal c'est le mal qui travaille notre société. En ce moment la France a le mal de la peur; de là la crise financière.

Toute crise financière naît de deux causes : ou d'encombrement de marchandises, résultat d'une production exagérée, alors il y a pléthore, ou de la défiance, qui fait qu'on n'achète pas quoi qu'on ait besoin, parce qu'on a peur de ne pas vendre à des gens qui ont peur d'acheter. De ces deux causes c'est la seconde qui pèse sur la situation actuelle. Une fois dans cette voie tout se détraque, le crédit est tué; le crédit mort, pas de commerce possible. Chacun veut opérer au comptant, espèce sonnante. Or, le numéraire n'étant pas aux affaires commerciales ce que l'est à 100, tout mécanisme est brisé, et alors arriveront faillite sur faillite, ruine sur ruine, ruine de bourgeois, ruine d'ouvrier, ruine de tous.

A cette période, la maladie est incurable, il faut qu'elle ait son cours; le médecin, autrement dit le gouvernement, n'y peut rien, rien, absolument rien. Rien, parce que le gouvernement ne peut pas créer le crédit par un décret. Qu'il décrète que personne n'ait peur, tout le monde tremblera. Rien, parce que tous les moyens qu'on propose et dont beaucoup pourraient rendre d'éminents services à l'état social, en temps ordinaire, viennent tous se briser contre ce terrible obstacle, manque de confiance.

C'est une erreur sans doute, erreur absurde, incroyable, que celle qui consiste à ne vouloir attribuer de valeur certaine qu'à la monnaie, à ne pas vouloir comprendre qu'un papier ayant pour base l'hypothèque sur la propriété foncière, ou la consignation de valeurs mobilières, présente toute garantie de paiement, puisque propriétés et marchandises ne peuvent être vendues sans remboursement du titre.

C'est une erreur profonde, déplorable; mais cette erreur est un fait contre lequel viennent échouer toutes combinaisons financières voulant ramener le crédit par une création de papier. Le meilleur moyen de résoudre la question, s'il était possible, serait de jeter à la mer tout le numéraire existant. On serait bien forcé de comprendre alors qu'argent et richesses sont deux termes différents dont l'un n'est que le signe, pas autre chose.

Oh! je vous assure, il ne faudrait pas beaucoup de phrases, pas de longs raisonnements pour faire comprendre à tous que, parce qu'on n'a plus de pièces de cent sous, on n'a pas moins de blé pour manger, de vin pour boire, d'étoffes pour se vêtir, etc... autrement dit qu'on est aussi riche qu'avant. De même alors que les Juifs du moyen-âge, spoliés à chaque instant par les princes et les hauts barons, inventèrent la lettre de change, admirable moyen de crédit qui est venu donner un nouvel essor au commerce, tout en leur permettant de dissimuler leurs immenses richesses, de même de cette situation forcée naîtraient les combinaisons financières les plus ingénieuses, les plus fécondes pour l'industrie.

Comprenez-vous, au lieu de ce métal très-lourd et fort, incommode, difficile à transporter, un morceau de papier, un timbre, quelques signatures, voilà tout ce qu'il faudrait pour avoir un signe aussi véridique, aussi certain que la monnaie.

C'est encore là une révolution à faire; soyez-en sûr, elle viendra en son temps, elle se produira comme toute vérité se produit dans le monde, un peu plus tôt, un peu plus tard, mais elle viendra. Ce moyen n'étant pas possible aujourd'hui, rentrons dans le réel, et concluons.

J'ai dit qu'arrivé à cette période, le mal était incurable : est-ce donc qu'il faut périr? Non, certainement; j'ai voulu dire que, de même qu'il arrive un moment où la médecine impuissante laisse la nature agir, de même le gouvernement ne peut, dans les circonstances actuelles, créer de toutes pièces un système de crédit. Le crédit ayant pour base la confiance, la confiance n'existant pas, à la nature d'agir. En cette circonstance, la nature, c'est nous. A nous donc de nous sauver! Pour cela, au nom de notre propre conservation, cessons d'avoir peur; la cause cessant, l'effet cessera. Détenteurs de l'argent monnayé, au nom de notre salut à tous, plus encore du nôtre, puisque vous avez à perdre, faites circuler cet or qui reste improductif entre vos mains.

Réactionnaires, cessez d'accuser le Gouvernement; Gouvernement provisoire, Gouvernement définitif, ne peuvent rien à la situation. Et vous ouvriers, mes frères, dont trop longtemps on a étouffé la voix, mais pour qui le temps de justice est venu; courage, encore courage, et tous ceux qui vous calomnient, vous voyant si calmes après le combat, ne pourront plus faire peur avec leur calomnie, et bientôt la confiance renaîtra : la confiance venue, nous serons sauvés.

Donc, sauvons-nous nous-mêmes, sauvons-nous en dépendant sous l'ère glorieuse de la République ce que nous dépendions sous la royauté, sauvons-nous du péril du moment, la réorganisation après.

J.-B. BARTHELMY.

XII^e Arrondissement.

CLUB DES INTÉRÊTS DU PEUPLE.

Composition provisoire du bureau : le général Jorry, président. — F. Plée et Ansart, vice-présidents. — Desmaisons, secrétaire. — Parent-Aubert, secrétaire-adjoints — Hertemalhe, archiviste. — Le citoyen Desmaisons qui nous a assuré de sa collaboration, nous fait part de la profession de foi éminemment républicaine du Club des intérêts du peuple : nous sommes heureux de la publier.

Les élections générales vont s'ouvrir, il faut que tous nous soyons bien éclairés sur les sentiments, sur le dévouement de ceux que nous devons élever.

Choisir un député pour l'assemblée nationale, un chef pour la garde nationale, c'est pour nous une grave, sérieuse, importante action, d'autant plus importante, que les circonstances sont graves, sont difficiles.

Obéir à son chef, se donner corps et âme à un citoyen, devenir en quelque sorte ses membres, tel est le dernier de tout garde national, de tout électeur, mais il faut que celui qui a réuni les suffrages agisse en tout et pour le bien de la patrie.

Ici donc en famille, entre frères, nous discuterons nos intérêts généraux, nos intérêts particuliers de l'arrondissement, il faut que nous connaissions intimement, comme nous mêmes, ceux que nous présenterons au vote de nos frères.

Pour atteindre le but vers lequel doivent tendre tous nos efforts, il est nécessaire que nous suivions la marche toute naturelle que nous allons soumettre à vos observations.

Tout citoyen proposé, devra, par lui-même ou par ses partisans, faire soumettre ses titres à notre vote. Comme citoyen, comme homme public, il devra nous dire par quels actes il a prouvé son dévouement à notre cause, comment depuis quelques années il a soutenu dans toutes les occasions ses opinions républicaines, fondé son ambition, son désir de dominer, autrement que par son désintéressement à la patrie, cause qu'il veut commander aujourd'hui.

Quelles sont ses droits à nos sympathies et à nos suffrages, quelles mesures il emploiera pour maintenir l'ordre, la tranquillité dans l'arrondissement, défendre partout les intérêts de tous?

Il faut qu'il nous dise franchement, la main sur la conscience, ce qu'il fera si nos ennemis, devenus puissants, cherchent à nous désunir et sèment parmi nous la discorde et l'effroi.

Honte à qui trahira ses frères, mépris à qui aura forfait à ses serments.

Chaque jour donc, nos amis, nous examinerons en famille les titres de nos candidats. Et si, au milieu de la discussion, quelques paroles suaves nous échappent, quelques avertissements sont donnés, qu'on ne se méprenne point sur nos intentions; fraternité! telle est notre devise.

Chaque jour, nous ajouterons quelques noms à notre liste; et vienne les élections, fiers de nos candidats, soit de leur dévouement, de leur patriotisme, nous les présenterons avec bonheur et confiance, au vote de nos frères.

Vive la République!

P. DESMAISONS.

Déclaration de principes de la Franc-Maçonnerie.

On nous communique le programme suivant publié par une réunion de l'assemblée générale des francs-maçons.

Un des plus beaux titres de la Franc-Maçonnerie au respect, à la reconnaissance des peuples, c'est sa coopération à la Révolution de 89. Depuis, le plus grand service qu'elle ait rendu à l'humanité, c'est d'avoir conservé dans ses temples le dépôt précieux de la Liberté, de l'Égalité, de la Fraternité. Aujourd'hui, son devoir le plus sacré est de concourir de toute sa puissance à la consolidation de la République, à l'édification de l'état social dont celle-ci doit être la base. Le marteau n'a plus beaucoup à faire; c'est le tour de la truelle, de l'équerre et du compas.

Comment concevons-nous la République? quelles garanties exigeons-nous des hommes qui veulent travailler à sa constitution? Nous posons d'abord comme principes fondamentaux :

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.—SOUVERAINETÉ DU PEUPLE.

Nous adoptons le Gouvernement Républicain comme le seul capable d'appliquer à l'état social ces principes et les conséquences qui en découlent.

Parmi les diverses espèces de républiques, nous préférons la République démocratique, constituée ainsi qu'il suit :

Une assemblée de Représentants de la Nation formulera la volonté du Peuple Souverain. — Un comité exécutif responsable exécutera cette volonté.

Les Représentants seront élus par voie de suffrage universel et direct. — L'Assemblée Nationale élira les membres du Comité exécutif, qui nommeront les fonctionnaires de leurs départements respectifs.

Nul ne pourra être à-la-fois membre de l'Assemblée Nationale et du pouvoir exécutif.

Les Représentants, devenus membres du Comité exécutif, ne voteront pas à l'Assemblée Nationale. Si avant la fin de la législature ils sortent du Comité exécutif, ils recouvreront tous leurs droits de Représentants.

Tout membre du Comité exécutif pourra être révoqué par l'Assemblée Nationale.

Nul membre de l'Assemblée Nationale, cessant d'en faire partie, ne pourra occuper d'emploi portant honneur ou profit, qu'après la réunion d'une nouvelle législature. Sont exceptées les fonctions de membre du Comité exécutif.

Le principe de l'élection sera appliqué aux chefs de la garde nationale, aux conseils généraux, d'arrondissement, municipaux. Le pouvoir exécutif choisira le maire dans le conseil municipal.

L'impôt sera voté par l'Assemblée nationale. Comme l'Etat le plus heureux n'est pas celui qui fait entrer le plus d'argent dans le trésor, mais celui qui laisse aux contribuables la plus grande somme de bien-être, l'impôt sera proportionné à la fortune des citoyens.

L'intérêt général dominant l'intérêt particulier, l'Etat représentant le premier, est supérieur à la famille qui représente le second. La liberté d'éducation et d'enseignement a donc pour limite l'intérêt de l'Etat, et pour régulateur son autorité. On ne peut pas plus donner une éducation contraire à l'intérêt général, qu'on n'en peut donner une contraire à la morale universelle. — On n'est pas plus libre de priver un enfant d'éducation que de le priver de pain.

Si les parents ne peuvent pas payer l'enseignement primaire, ce premier aliment de l'intelligence, c'est à l'Etat à en faire les frais; et si l'enfant se distingue, l'Etat doit le soutenir jusqu'à ce qu'il puisse utiliser l'aptitude qu'on lui a reconnue.

Toutes les religions doivent respecter la liberté, prêcher l'égalité

et pratiquer la fraternité. Etablir les devoirs de toutes, c'est établir les droits de chacune.

Il faut à tout prix améliorer le sort des travailleurs. La solution de cette importante et difficile question est-elle dans l'association des travailleurs, dans celle du capital et de la main-d'œuvre, dans quelque un des autres systèmes proposés, ou dans une heureuse combinaison de ces idées diverses? On cherche, attendons. Mais, qu'elle que soit cette solution, on peut, on doit déjà en faciliter, en commencer l'application, en attirant un grand nombre de bras vers les travaux des champs, au moyen d'une activité nouvelle imprimée à l'agriculture, d'un grand crédit et de vastes entreprises agricoles, patronnées ou dirigées par l'Etat. — On peut surtout faire baisser notablement le prix des substances alimentaires, par le déplacement, la diminution et l'abolition, s'il y a lieu, des droits fiscaux qui pèsent sur ces objets de première nécessité, et qui sont, en définitive, à la charge du consommateur. Faire vivre le travailleur à meilleur marché, c'est l'équivalent d'une augmentation de salaire. C'est là un bon moyen de préparer la transaction entre le capital et la main-d'œuvre.

Nous reconnaissons aussi comme un droit et un devoir de l'Etat d'intervenir dans les procédés de l'industrie au point de vue de la santé des travailleurs. Nous lui reconnaissons le droit d'interdire ou de modifier tout procédé compromettant à coup sûr la vie de l'homme. Le travail doit faire vivre le travailleur, et ne doit pas le tuer.

GARANTIES À EXIGER DES CANDIDATS.

Une probité sans tache est la garantie essentielle que doit offrir un candidat à la députation. Un malhonnête homme ne peut pas représenter un peuple honnête.

La preuve qu'un candidat remplit cette condition première ne pouvant résulter que de l'examen de toutes ses actions, il ne doit pas plus murer sa vie privée que sa vie politique.

Il doit prouver encore qu'il est capable de travailler utilement à l'œuvre pour laquelle il offre son concours; qu'il possède sur la constitution surtout une somme convenable de connaissances. Pour donner des idées, il faut en avoir.

Il doit ÊTRE républicain. EST républicain celui qui depuis longtemps reconnaît la République comme le seul gouvernement normal d'une société arrivée à un certain degré de civilisation; qui a prouvé, par ses discours et par ses actions, que les principes républicains sont dans sa tête et surtout dans son cœur. Mais celui qui a vécu dans une longue prédilection pour la monarchie, qui a lutté contre l'avènement de la République, qui a passé sa vie dans les habitudes du privilège, les préjugés des castes, les pratiques de l'égoïsme, celui-là appliquera mal la liberté, l'égalité, la fraternité. Pour être mu puissamment par ces grands principes, il faut les avoir dans le sang.

Une constitution née de tels parents serait un avorton ayant tout juste assez de force pour jeter parmi nous des discordes et des révolutions nouvelles. Nous savons ce que valent les monarchies entourées d'institutions républicaines; ne faisons pas de république entourée d'institutions monarchiques.

Les membres du comité de l'Assemblée générale des Francs-Maçons,

MOUTONNET, président; OLLIVIER, vice-président.

GUILLEMETEAU, LECOINTE, LAGANE, SYRET, DESMARIS,

COSSÉ, SERVAN, PRODHOMME, DÉDIOT, Eugène GAY,

DALLERET, BASIÈRE, PEIGNÉ, SAVAGNER.

DARAGON, secrétaire.

Le docteur COSSÉ, candidat accepté à l'unanimité par l'Assemblée générale, adopte ce manifeste comme sa profession de foi.

Actes officiels du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Vu l'arrêté du 1^{er} mars courant relatif à l'administration des biens de l'ancienne liste civile;

Vu celui du 5 du même mois portant création d'une commission de liquidation pour les mêmes biens;

Considérant que l'ancienne liste civile ayant cessé d'exister, les bois et forêts précédemment affectés à ce service sont rentrés dans la même situation que les autres forêts de l'Etat;

Que dès-lors il y a lieu de les soumettre au même régime et à la même administration

Arrête :

Art. 1^{er}. Les bois et forêts qui faisaient partie des biens de l'ancienne liste civile seront remis immédiatement à l'administration des forêts de l'Etat, pour être régis et administrés dans les mêmes formes et d'après les lois ou règlements qui concernent les autres forêts nationales.

Le ministre provisoire de l'instruction publique et des cultes,

Arrête :

Art. 1^{er}. Un concours est ouvert pour la composition de chants nationaux destinés à être exécutés dans les fêtes publiques.

Art. 2. Les poètes et les musiciens sont invités à s'associer pour ces compositions qui devront réunir les paroles et la musique.

Art. 3. Des médailles de bronze, décernées au nom de la République, et l'honneur de l'exécution dans les fêtes nationales, sont les seules récompenses offertes aux concurrents.

Art. 4. Les compositeurs devront être adressés au ministère de l'instruction publique, avant le 20 avril prochain.

Art. 5. Un jury sera institué pour juger les ouvrages présentés.

DÉCRET INTERPRÉTATIF DU DÉCRET DU 25 MARS 1848.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu le décret du 23 mars présent mois, relatif à la diminution des frais de protêt et à la modification des formalités de cet acte,

Considérant que dès le 25, jour de son insertion au *Moniteur universel* et avant la promulgation au *Bulletin des Lois*, ce décret a été généralement exécuté, et par la diminution des frais et par la suppression des témoignages antérieurement prescrits par la loi, qu'il importe que cet empiètement à s'associer aux vues qui ont dicté le décret ne puisse en aucun cas devenir l'occasion de discussions judiciaires que pourrait susciter l'intérêt privé,

Sur le rapport du ministre de la justice,

Décrète,

Le décret du 23 mars dernier, relatif à la diminution des frais de protêt, droit d'enregistrement et émoluments attachés à chacun de ces actes, et à la modification des formalités antérieurement prescrites, a pu être régulièrement exécuté dès le 25 mars courant, jour de sa publication au *Moniteur universel*, journal officiel de la République.

Le Gouvernement provisoire.

Vu le décret du 1^{er} mars courant, qui a prorogé de dix jours l'échéance des effets de commerce depuis le 22 février jusqu'au 23 mars présent mois :

Vu l'art. 163 du Code de commerce :

Considérant que le délai ordinaire de quinze jours, accordé au porteur pour exercer son recours par voie de dénonciation, est insuffisant dans les circonstances actuelles :

Que, d'ailleurs, il est utile d'accorder aux endosseurs toute la latitude possible pour effectuer sans frais les remboursements qui pèsent sur eux :

Sur le rapport du ministre de la justice,

Décète :

Provisoirement, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné,

Le délai de quinze jours accordé aux porteurs d'effets de commerce est prorogé de quinze jours, non compris les délais de distance,

Sont valables tous recours et actes conservatoires qui auraient été faits antérieurement, conformément aux lois existantes.

Révolution Européenne.

ITALIE. L'armée piémontaise est entrée à Milan dans la nuit du 24 au 25.

La révolution est complète dans tous les petits Etats enclavés entre la Toscane, le Piémont, la Lombardie et les Etats de l'Eglise. Le duc de Modène, imitant l'exemple du grand-duc de Parme, est parti après avoir institué un conseil de régence.

Le drapeau tricolore italien flotte à Pontremoli, dans la Luisigiana, à Massa et à Carrara.

Il ne reste plus aux Autrichiens que Vérone et Mantoue.

Le pape a adopté les trois couleurs italiennes.

— Nous empruntons à la *Presse* du soir le récit officiel des événements de Milan :

« Après le mot terrible : *Il est trop tard !* du 18, l'insurrection s'était propagée de toutes parts ; le tocsin sonnait à toutes les églises, et les barricades s'élevaient dans toutes les rues ; une garde civique s'organisait sous les ordres du général Pecchi. Les troupes, pendant la nuit, s'étaient emparées du gouvernement et de la municipalité.

« Le dimanche 19, le feu reprit des deux parts avec le plus grand acharnement ; le canon autrichien balaya plusieurs rues ; mais les Milanais, quoique sans armes, firent des progrès sur plusieurs autres points, et se battirent partout avec le plus grand courage.

« La ville étant menacée d'un bombardement, le consul général de France réunit les autres consuls, et leur fit signer une protestation, qu'il envoya au maréchal Radetski, le 19, à six heures du soir.

« Pendant ce temps, le peuple guidé par quelques anciens officiers, se battit partout avec acharnement ; sur chaque point enlevé aux troupes s'élevaient des barricades, dont quelques-unes étaient formées de meubles de luxe, des commodes, des secrétaires, des pianos, et jusqu'à des canapés recouverts en damas. A mesure que l'ardeur du peuple augmentait, le moral des troupes paraissait faillir ; sur plusieurs points, des postes importants furent enlevés presque sans combat.

« Le consul général de France, n'ayant pas de réponse à sa lettre, demanda une entrevue au maréchal Radetski ; et l'obtint le 21 au matin. Il s'y rendit, après avoir conféré avec la municipalité, qui n'avait pas encore pris le titre de Gouvernement provisoire. Le maréchal Radetski écouta les représentations énergiques du corps consulaire, et le pria de se charger de ses propositions à l'autorité municipale pour un armistice de trois jours. La municipalité refusa d'admettre cette proposition, et demanda la délivrance de quelques prisonniers détenus au château.

« Pendant ce temps, le peuple s'était emparé du palais du vice-roi et de l'église du dôme, sur laquelle flottait depuis lors un immense drapeau tricolore italien ; la direction générale de la police était tombée aussi au pouvoir du peuple, qui l'avait pillée de fond en comble. La famille du directeur général Torresani, et le fameux comte Bolza, si abhorré des Milanais, trouvés pareux dans cet hôtel, avait été respectés et conduits comme otages au palais Borromeo.

« Il ne restait plus aux troupes que l'hôtel du commandement général militaire, devant lequel tous les efforts du peuple échouaient devant une canonnade terrible. Dans la nuit du 22, cet hôtel fut évacué, et les troupes ne restèrent plus maîtresses que des portes de la ville. Dans la matinée du 23, le peuple, secondé par les populations des campagnes, qui accouraient du dehors au secours de la ville, attaqua les portes ; mais une artillerie formidable repoussa tous les efforts du peuple.

« Cependant les murailles étaient escaladées par les émissaires qui apprirent aux Milanais que Pavie et Bergame étaient en pleine insurrection, et que l'archiduc, fils du vice-roi, avait été fait prisonnier. Au moyen de petits ballons qu'on lançait des remparts, et qui allaient tomber dans la campagne, on répandait des proclamations qui invitaient les populations des environs de Milan à prendre les armes et à venir au secours de la ville ; on conseillait de détruire sur différents points les routes de Vérone et de Mantoue, pour empêcher l'arrivée des renforts d'artillerie que le maréchal Radetski pouvait appeler ; on exhortait toutes les communes du Lombard-Vénitien à l'insurrection et à la formation immédiate de gardes nationales.

« Tous les citoyens français qui habitaient Milan se sont mêlés à cette lutte avec une ardeur et un courage admirables, et le consulat général, où le drapeau national avait été arboré depuis le premier jour, fut, pendant ces terribles journées, le refuge de leurs familles et de celles de beaucoup d'autres étrangers.

« Le 23, le combat recommença avec vigueur aux portes de Tosa et Romana. Le canon ne cessait de tonner de ce côté et du côté du château. Mais bientôt la Tosa et la porte de Cône furent enlevées par des paysans armés venus de Lecco. A trois heures du matin, dans la nuit du 23 au 24, le château fut évacué et les troupes se retirèrent en deux colonnes sur Vérone et sur Mantoue.

Ainsi finit, à l'éternel honneur des Milanais, cette lutte de cinq jours et de cinq nuits, dans laquelle, après avoir engagé le combat sans armes, sans munitions, sans aucune organisation militaire, contre une garnison de 15 à 16,000 hommes, pourvue de tout, forte d'une artillerie formidable, dont elle a largement usé, ils l'ont forcée à abandonner une à une toutes ses positions, et à se retirer honteusement de leur ville. Et cette belle œuvre, ils l'ont accomplie sans aucun secours étranger, et par le fait seul de leur courage individuel, qui n'a pu être égalé que par leur modération et leur humanité, tandis que les Autrichiens paraissent avoir souillé les derniers moments de leur séjour par des actes de cruauté et de barbarie vraiment sauvage !

« On ne sait pas ce qu'il faut le plus admirer, du courage des Milanais pendant le combat, de leur humanité et de leur modération après la victoire, ou de l'ordre incroyable qui règne déjà dans toute la ville, à la suite de tant et de si fabuleux événements. Nous avons vu de nos yeux, et nous pouvons à peine y croire, quelques jeunes gens, sans armes et sans munitions, attaquer les premiers une garnison nombreuse commandée par des généraux et des officiers expérimentés, ayant à leur disposition des moyens plus que suffisants pour arrêter cette insurrection dès sa naissance ; nous les avons vus, dis-je, repousser successivement de toutes ses positions une armée pourvue de tout, l'obliger à se retrancher dans le château, puis, deux jours après, la forcer à fuir honteusement et à évacuer en désordre Milan et la Lombardie.

« On calcule approximativement qu'il y a eu du côté des Autrichiens environ 700 blessés ou morts, tandis que les Milanais n'auraient perdu que 250 hommes. On raconte des traits horribles de cruauté des Autrichiens dans les derniers moments qui ont précédé leur départ,

Le maréchal Radetski a emmené comme otages un assez grand nombre de prisonniers.

POLOGNE. — Nous avons annoncé que les Prussiens avaient abandonné la ville de Posen, où un comité d'administration polonais avait été institué, et s'étaient retirés dans la citadelle.

Les journaux allemands annoncent aujourd'hui que le général prussien menace de bombarder la ville du haut de la citadelle. On ne sait à quoi attribuer cette fatale détermination, tous les engagements s'étant accomplis pacifiquement et d'un commun accord.

ALLEMAGNE. — La proclamation du roi de Prusse a produit un mauvais effet dans l'Allemagne méridionale. On ne veut pas accepter la suprématie de la Prusse, dans le nouvel ordre de choses qui est à créer. Le 24, le portrait de Frédéric-Guillaume a été brûlé à Munich sur la place publique.

— A Berlin, une assemblée populaire a demandé la création d'un ministère du travail.

MANIFESTATION DE L'EMPEREUR D'AUTRICHE CONTRE LE ROI DE PRUSSE.

La fameuse proclamation du roi de Prusse à son peuple et à la nation allemande, pièce datée du 21 mars, est parvenue à Vienne le 23.

Elle y a produit une sensation difficile à décrire. Voici ce que la *Gazette impériale* de Vienne, organe officiel du nouveau cabinet autrichien, répond au roi de Prusse (cette réponse équivaut à une déclaration de guerre) :

« Le canon grondait encore, et l'on entendait le râle des citoyens assassinés, lorsque V. M. a fait un appel au peuple prussien et à la nation allemande.

« Le peuple prussien est majeur et répondra lui-même. La nation allemande n'a qu'une réponse, et elle sera la même partout. De même que V. M., la nation allemande se rappelle vos paroles antérieures au peuple prussien ; elle sait aussi que jamais la confiance de V. M. n'a été trahie ; mais la nation allemande se souvient aussi que ces paroles, prononcées dans les jours de malheur, ont été oubliées et dé-savouées par V. M. dans la prospérité.

« La fermentation intérieure de l'Allemagne n'est pas un danger pour la nation ; nous n'avons à craindre aucune attaque du dehors, parce que l'union des peuples allemands fait respecter partout la nation. Ainsi V. M. n'était pas forcée de se charger de la direction du peuple allemand, avant que le parlement allemand n'en eût décidé. Tant que le peuple prussien n'abandonnera pas V. M., elle sera sous la protection de la nation allemande, car le peuple prussien est estimé et aimé de ses frères ; mais la confiance que V. M. attend de la nation allemande n'est pas possible.

« V. M. est le seul souverain allemand qui n'a accordé que sur les barricades de sa capitale, sur les cadavres de ses meilleurs citoyens, malgré elle et seulement lorsque le trône chancelait, la restitution depuis longtemps désirée des droits inaliénables de l'humanité.

« V. M. est le seul prince d'Allemagne n'ayant aucun ministre qui voudrait, du moins quant à l'histoire des dix dernières années, se charger de la responsabilité qui retombe sur le souverain.

« C'est pourquoi la nation allemande a appris à connaître V. M., et elle ne vous accorde pas sa confiance. Aujourd'hui V. M. arbore d'une main sanglante les couleurs allemandes, persécutées depuis tant d'années. La nation recule d'horreur devant cet enthousiasme royal. Le peuple prussien n'a jamais cessé d'être allemand, et la nation allemande est surprise de voir V. M. déclarer seulement aujourd'hui ce fait. C'est un devoir sacré que des organes des Etats prussiens prennent part à la diète allemande. V. M. invite aussi les princes à y prendre part.

« La nation allemande voit par là avec reconnaissance que Votre Majesté veut se joindre en tout aux autres souverains. Votre Majesté a raison de dire que ce parlement allemand, composé de princes et d'Etats, devra prendre des résolutions conformes aux circonstances, après une délibération libre, prise en commun ; mais Votre Majesté reconnaît que cette délibération ne serait pas libre, que la puissance de l'assemblée à laquelle on demande de protéger la patrie et le trône serait anéantie dès le principe, et que la jeune constitution allemande serait violée par Votre Majesté au sortir du berceau, si le *mot royal* pouvait s'élever encore au-dessus de la légalité, et s'imposer à la nation allemande comme force directrice.

« Les drapeaux d'Autriche ont conservé jusqu'à ce jour les couleurs allemandes au milieu de toutes les tempêtes. Un prince autrichien, l'archiduc Etienne, a porté sur le Rhin un vif à l'Allemagne unie, lorsque la Prusse persécutait encore cette idée.

« La maison de Hapsbourg a pour elle l'histoire des siècles passés et l'amour des peuples si elle veut maintenir son ancienne présence dans l'empire d'Allemagne ; mais l'empereur d'Autriche sait qu'aujourd'hui ce choix ne peut venir que des représentants de tous les peuples allemands, et que ce choix doit rester libre.

« Ce n'est point contre une dynastie, mais seulement pour l'indépendance de la diète allemande, que la nation allemande proteste par cet acte contre l'usurpation du poste d'honneur d'un chef allemand.

« La nation allemande adjure V. M. de ne pas répandre un nouveau germe de discorde et de ne pas profaner l'heure où Berlin enterre ses morts, tombés pour la liberté et l'unité de l'Allemagne. »

Bons Patriotiques.

M. Arago, ministre de la marine et des colonies, a reçu une lettre sans signature ainsi conçue :

« Couhé (Vienne).

« Citoyen,

« Je suis un de vos anciens élèves de l'Ecole polytechnique. Dans les circonstances présentes, je crois devoir faire hommage à la République de mon petit ménage de garçon. Vive la République ! »

Cette lettre était accompagnée de douze couverts d'argent, une cuillère à potage, six cuillères à café, et de douze couteaux à lame d'argent, que M. Arago a fait remettre au trésor.

Les offrandes suivantes ont été présentées au Gouvernement provisoire :

— Des ouvriers paveurs de la ville de Paris, 502 fr., produit d'une collecte faite entre eux.

— Les employés et ouvriers de la maison Gouin, fabricant de machines à vapeur, à Batignolles, une somme de 1,200 fr.

— Une députation de la maison Leclair, entrepreneur de peinture, 520 fr.

— Une députation des ouvriers typographes de la maison Dupont et compagnie, 500 fr.

— Une députation des ouvriers des ateliers de la Gare et d'Ivry, conduits par leurs ingénieurs, sont venus avec des drapeaux faire acte d'adhésion au Gouvernement provisoire, et déposer entre ses mains une somme de 930 fr.

— Les ouvriers imprimeurs lithographes et employés de la maison Lemercier, rue de Seine, 55, ont versé la somme de 560 fr., produit d'une journée de travail.

— La corporation des ouvriers coiffeurs, le produit d'une collecte se montant à la somme de 237 fr. 35 c.

— Une députation des marchands de journaux autrefois stationnaires, et n'ont de permission, 129 fr.

Le citoyen Gautier, chef de division à la préfecture de La Ro-

chelle (Charente-Inférieure), vient d'adresser aux membres du Gouvernement provisoire deux épingles en diamants d'une valeur de 400 fr.

— Don patriotique au trésor national par les compteurs de la vente en gros de la marée, 55 fr.

Par le personnel de la halle aux beurres, savoir :

Employés du contrôle.	48 »»
Les facteurs et employés.	542 15
Le facteur aux fromages.	20 »»
La compagnie des forts.	300 »»
La compagnie des compteurs.	145 »»

835 15

La mairie du 2^e arrondissement a reçu les offrandes suivantes :

MM. Thomas (Charles), directeur gérant du <i>National</i> .	500 fr.
Montean, changeur, boulevard des Italiens.	200
Viardot (Louis), rue de la Victoire, n. 11.	1,000
De Fontranne.	15
Robertson (T.), rue Richelieu, 47 bis.	33

Total. 1,748

— L'avis suivant vient d'être publié à Blois :

AU NOM DU PEUPLE.

Le commissaire-général et le commissaire délégué du département :

S'empresent de déclarer au peuple que le citoyen et la citoyenne Monin ont, les premiers dans la ville de Blois, le dimanche 26 mars 1848, fait don à la patrie de toute leur argenterie.

Cet exemple patriotique méritait, à leurs yeux, une récompense républicaine : le peuple l'a donnée spontanément, en allant en masse remercier le citoyen et la citoyenne Monin.

Cependant, comme un fait assez glorieux doit se perpétuer dans l'avenir et être enregistré dans les annales de la ville de Blois, il a été arrêté :

Art. 1^{er}. Le citoyen et la citoyenne Monin ont bien mérité de la patrie.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié, imprimé et affiché : il en sera donné connaissance spéciale aux citoyens membres du Gouvernement provisoire.

Fait à Blois, le 27 mars 1848.

Le commissaire-général, J. GOUACHE.
Le commissaire délégué, DUCOUX.

— Une députation de la société de secours mutuels de Saint-André, 100 fr.

— Une députation des ouvriers chaudronniers, 600 fr.

— Quatre délégués des ouvriers, ouvrières et patrons carton-niers réunis, MM. Bernard, Henri, Dupont et Mlle Williot, la somme de 1,369 fr.

— Une députation des raffineurs de sucre de l'arrondissement de Bagnoux, le produit d'une collecte s'élevant à 64 fr.

— Une députation des employés de l'éclairage à l'huile, 180 fr.

— Une députation de paveurs de Paris est venue offrir au gouvernement provisoire la somme de 90 fr., fruit d'une collecte entre eux, en faveur des ouvriers nécessiteux.

Une députation des petites marchandes du carreau du marché des Innocents, 52 fr.

— Les employés et ouvriers de la fabrique de chaudronnerie de M. Lemaitre, de La Chapelle-Saint-Denis, 500 fr., produit d'une journée de travail.

— Les employés, ouvriers et ouvrières de l'administration des tabacs, le produit d'une collecte s'élevant à la somme de 1,885 fr., et à laquelle avaient contribué tous les ouvriers de la manufacture.

— Les ouvriers de l'imprimerie de M. Crapelet, 195 fr.

— Les ouvriers et ouvrières dans l'établissement de M. Bresson, fabricant de coton, sont venus offrir au Gouvernement provisoire une somme de 430 fr. pour le comptoir d'escompte national et les blessés de Février.

— M. Henri Bex est venu mettre à la disposition du Gouvernement provisoire les sommes qui lui sont dues par le ministère des travaux publics. Il a témoigné le désir que ces sommes, que l'Etat lui rendra quand les finances seront prospères, fussent employées à la construction du tombeau de l'empereur.

— Les ouvriers, ouvrières et patrons cartonnières en fin de Paris ont souscrit pour deux actions ensemble, 1,000 fr., du comptoir national d'escompte ; ces deux actions font partie du don patriotique qu'ils ont offert au Gouvernement provisoire.

— Le maire de Linas (Seine et Oise) transmet, par les mains du citoyen Jules Marquis, chef du bataillon cantonal de Montlery, au Gouvernement provisoire, 257 fr. 20 c., provenant, frais prélevés, d'un bal donné par la garde nationale de cette commune. Cette somme est destinée à venir en aide aux blessés de Février dernier et aux ouvriers sans travail.

— Le Gouvernement provisoire a reçu une somme de 565 fr., versée au profit des travailleurs sans ouvrage, par les officiers ministériels de l'arrondissement de Mortagne (Orne) ; le citoyen Barthélemy Saint-Hilaire, secrétaire du Gouvernement provisoire, a remercié la députation.

— La cour d'appel de Riom, par une délibération prise le 24 mars, en assemblée générale, a décidé que pendant toute la durée de la crise financière et industrielle, elle consacrerait le quart du traitement mensuel de tous ses membres pour l'établissement d'une caisse de prêt et d'escompte. Cette caisse est destinée à venir en aide à la classe ouvrière de la ville de Riom.

— Les médecins et aides à l'hôpital militaire de Saint-Omer ont offert au Gouvernement provisoire l'abandon d'une journée de leur solde tant que durera la crise financière.

— Les officiers de tout grade, faisant partie de la garnison de Toulouse, sauf adhésion de leurs chefs de corps respectifs, viennent de prendre à l'unanimité l'engagement d'abandonner à la République jusqu'à nouvel ordre une journée de solde par mois.

Faits Divers.

— On nous assure que M. le général Cavaignac vient de refuser le portefeuille de la guerre, dont l'offre a été immédiatement envoyée, par dépêche télégraphique, à M. le général Changarnier.

M. Cavaignac conserverait le gouvernement général de l'Algérie.

— Les ouvriers de l'imprimerie Didot ayant reçu de leurs patrons la somme de 1,000 fr., pour indemnité de trois journées qu'ils ont volontairement consacrées au maintien de l'ordre, ont unanimement décidé que cette somme recevrait l'application suivante :

- 1^o 200 fr. à deux vieillards (compositeurs), de leur atelier ;
- 2^o 300 fr. aux blessés de Février ;
- 3^o 500 fr. aux ouvriers sans ouvrage.

En conséquence, 800 fr. ont été remis par eux à la mairie du X^e arrondissement.

— Une compagnie des troupes du génie, appartenant à la première division militaire, vient d'être dirigée sur Mâcon, d'où probablement elle ira se joindre plus tard au corps d'armée qui doit se réunir près de Dijon.

— Le conseil de défense s'occupe en ce moment avec activité des questions relatives à l'organisation des corps de volontaires et des gardes nationales mobiles.

Le conseil s'est fait, à ce sujet, soumettre par les officiers d'état-major attachés à ses délibérations un grand travail où se trouvent longuement expliqués les différents modes employés pour l'organisation de ces deux espèces de corps, à plusieurs époques de la république et de l'empire.

— Le prix du pain sera diminué de 2 centimes par kil. à dater du 1^{er} avril; il sera taxé à 29 cent. le pain blanc et 22 cent. le pain bis.

— **CONSEILS AUX ÉLECTEURS.** — On lit dans les *Guêpes d'avril*: « Vous ne savez qui nommer? Cherchez celui auquel vous irez sans honte et avec confiance demander du secours si vous êtes besogneux, de l'appui si vous êtes opprimé, un conseil si vous êtes dans l'embarras. »

« Ne demandez pas combien un homme a d'argent, mais comment il l'a gagné. »

« Rappelez-vous que le mérite d'avoir de l'argent ne peut venir qu'après la moindre des qualités du cœur ou de l'esprit, et qu'il faut laisser là encore un certain intervalle. »

« Parmi les députés qui étaient dans l'opposition lors de la révolution, défiez-vous autant de ceux qui avaient été aux affaires que de ceux qui y étaient alors. »

« Que la qualité d'ancien député ne compte pour rien dans vos suffrages. A mérite égal, préférez l'homme nouveau. »

— Un arrêt vient d'être rendu par la cour d'assises de la Seine dans l'affaire des incendiaires de Mousseaux. Douze des accusés ont été acquittés et douze condamnés ainsi qu'il suit: Bertrand, Brot, Lavigne et Mardeux à cinq ans de réclusion sans exposition; Bonnard, Martin et Piasin à trois ans de prison; Couat et A. Juchet à deux ans; Coutardier, Godefroy et Mallet à un an de la même peine.

Après le prononcé de l'arrêt, les mères et les sœurs des condamnés ont fait entendre des cris déchirants. Le jury a signé une demande en grâce.

— Une collision sanglante a eu lieu mercredi matin à la frontière de Belgique, près de Mouscron, entre les troupes de Léopold et quelques centaines de leurs compatriotes qui cherchaient à pénétrer en armes sur le territoire belge.

Voici comment les faits sont racontés par un témoin oculaire:

« Partis de Paris samedi dernier, par le chemin de fer du Nord, nous ne pûmes entrer en Belgique par la frontière de Quiévrin. Repoussés sur ce point, nous fûmes transportés dans les environs de Lille, et l'on nous logea militairement dans le bourg de Sclun, à deux lieues de Lille; nous y restâmes depuis le dimanche jusqu'au mardi soir. »

« Dans la nuit du mardi au mercredi, nous nous dirigeâmes en troupe vers Lille, nous fîmes le tour des fortifications et allâmes rejoindre la route de Gand. A une lieue et demie de Lille, sur cette route, nous trouvâmes deux voitures pleines de fusils, des cartouches et des pains de munition, 1,600 fusils furent distribués, et chaque homme reçut en outre plusieurs paquets de cartouches. »

« Ainsi armés, nous traversâmes la campagne, en passant sur le pont situé près de Turcoing, et nous marchâmes en colonne vers un village moitié français, moitié belge, situé à l'extrême frontière et à demi-lieue de Mouscron. »

« Nous nous avançons l'arme au bras, lorsque nous aperçûmes tout à coup un bataillon du 1^{er} chasseurs à pied belges, flanqué d'un escadron de cavalerie, et soutenu à petite distance par d'autres détachements d'infanterie. »

« Les vedettes, en nous faisant signe de ne pas approcher, nous tirèrent trois coups de fusil; un des nôtres tomba; personne ne riposta de notre côté. Alors éclata un feu de peloton: un homme tomba encore parmi nous; puis les chasseurs ouvrirent leurs rangs, et deux pièces chargées à mitraille firent feu sur nous et nous renversèrent quelques hommes; beaucoup des nôtres jetèrent alors leurs armes et s'enfuirent; d'autres se couchèrent à plat ventre. Deux ou trois cents volontaires seuls engagèrent avec les soldats un feu de tirailleurs en s'aidant des maisons ou des obstacles naturels du terrain. »

« Dans la lutte, les troupes belges franchirent deux fois la ligne frontière, et la plupart des hommes que nous avons perdus furent atteints sur le territoire français. »

« Nous avons eu une douzaine de tués, environ 40 blessés et 3 prisonniers. »

« La perte des troupes n'est pas bien connue: le maire de Mouscron et plusieurs prêtres français se sont interposés pour faire cesser le feu; ces mêmes ecclésiastiques ont prodigué des soins pressés aux blessés. »

« Les volontaires belges, revenus à Turcoing, après leur malheureuse expédition, y ont été désarmés. »

Varlétés.

LE BANQUET DU XII^e.

Aix: Bonjour, mon ami Vincent.

L'ex-ministre Duchâtel,
Un soir en faisant bombance,
S'écria: d'un coup mortel,
Frappons la réforme en France!
On dit qu'à Paris, faubourg Saint-Marceau,
On va s'attabler pour manger du veau;
Puis des tostes de circonstance
Me répéteront ce que je sais trop.
Non, non, ventrebleu!
Morbien! sacrebleu!

Non, ce banquet-là ne peut avoir lieu.

Sur ce, dès le lendemain,
Un avis de la police
Défend que ledit festin
Au Douzième s'accomplisse.
Papa Delessert prend son air méchant,
Il dit: Le veau froid n'est pas innocent;
Qu'on s'en prive et qu'on m'obéisse.
Ou de mes mouchards je lâche le ban.
Non, non, ventrebleu! etc.

Par malheur, les corrompus
Avaient compté sans la presse;
De fustiger les repus
Chaque bon journal s'empresse;
Contre le pouvoir on lève la voix,
De Quatre-vingt-dix on cite les lois;
Mais l'organe de la bassesse,
Le journal Bertin disait en sournois:
Non, non, ventrebleu!
Morbien! sacrebleu!

Non, ce banquet-là ne peut avoir lieu.

Or, Duchâtel s'entêta
A poursuivre le Douzième;
Le Douzième s'irrita
De jeûner hors de carême.
L'affaire augmenta: cent vingt députés,
Par un ministère aveugle insultés,
Protestant contre l'anathème,
Au banquet proscriit furent invités.
Ils dirent: Morbien!
Parbleu! sacrebleu!

Ce fameux banquet enfin aura lieu.

Le vieux tyran s'en mêla.
Il eut peur de la Réforme;
A son aide il appela
De soldats un flot énorme.
Or qu'arriva-t-il? au lieu d'un festin
Dans Paris entier un combat survint.
Philippe abdiqua pour la forme,
Tout en répétant sur un ton chagrin:
Ah! mais, ventrebleu!
Morbien! sacrebleu!

Pourquoi le banquet n'a-t-il pas eu lieu!

Philippe avait abdiqué
En proposant la régence;
Mais le peuple fatigué
Cria: Plus de rois en France!
Philippe, sa femme et tous ses enfants,
Hébert, Duchâtel et Guizot tremblants,
S'en vont prendre la diligence,
En disant tout bas: Dieu! quel contre-temps!
Hélas! ventrebleu!
Morbien! sacrebleu!

Pourquoi ce banquet n'a-t-il pas eu lieu!

Au lieu d'un roi corrupteur,
Nous avons la République;
Le peuple a d'un bras vainqueur
Brisé l'arbre dynastique.
Tous ses partisans et ceux de Barrot,
Poltrons démolis, ne disent plus mot;
La vieille bande monarchique
S'est évanouie avec lord Guizot,
En disant: morbleu!
Parbleu! sacrebleu!

Pourquoi ce banquet n'a-t-il pas eu lieu!

GEORGES OLIVIER.

BOURSE DE PARIS.

A TERME		AU COMPTANT.			
		1 ^{er} C.	Pl. H.	Pl. E.	Dr. C.
pl. b.	en liquidation.	» »	» »	» »	» »
40 75	fin courant	42 »	42 »	40 »	40 25
pl. b.	p. fin c. dont 1	» »	» »	» »	» »
40 »	p. fin c. dont 50	» »	» »	» »	» »
dr. c.	p. fin p. dont 1	» »	» »	» »	» »
40 75	p. fin p. dont 50	» »	» »	» »	» »
	Emp. en liquidation	» »	» »	» »	» »
3 0/0	fin courant	» »	» »	» »	» »
1847.	fin prochain	» »	» »	» »	» »
pl. b.	en liquidation	» »	» »	» »	» »
60 25	fin courant	61 »	61 »	60 »	60 25
pl. b.	p. fin c. dont 1	» »	» »	» »	» »
50 0/0	p. fin c. dont 50	» »	» »	» »	» »
dr. c.	p. fin p. dont 1	» »	» »	» »	» »
	p. fin p. dont 50	» »	» »	» »	» »
	Saint-Germain.	» »	» »	» »	» »
	Versailles (rive dr.)	110 »	» »	» »	» »
	— (rive g.)	100 »	» »	» »	» »
	Paris à Orléans.	540 »	540 »	610 »	510 »
	— pr. dont 10 au 29 c.	» »	» »	» »	» »
	— pr. dont 10 au 15 p.	» »	» »	» »	» »
	— pr. dont 20 au 15 c.	» »	» »	» »	» »
	Paris à Rouen.	380 »	380 »	375 »	375 »
	— pr. dont 10 au 29 c.	» »	» »	» »	» »
	— pr. dont 10 au 15 p.	» »	» »	» »	» »
	— pr. dont 20 au 15 c.	» »	» »	» »	» »
	Rouen au Havre.	205 »	» »	» »	» »
	Avignon à Marseille.	215 »	» »	» »	» »
	— pr. dont 10 au 29 c.	» »	» »	» »	» »
	— pr. dont 10 au 15 p.	» »	» »	» »	» »
	— pr. dont 20 au 15 c.	» »	» »	» »	» »
	Strasbourg à Bâle.	80 »	87 50	85 »	87 »
	Centre.	222 50	222 50	215 »	220 »
	Amiens à Boulogne.	» »	» »	» »	» »
	Orléans à Bordeaux.	390 »	396 »	387 50	387 50
	Nord.	325 »	325 »	320 »	322 50
	— pr. dont 10 au 31 c.	» »	» »	» »	» »
	— pr. dont 10 au 15 p.	» »	» »	» »	» »
	— pr. dont 20 au 15 c.	» »	» »	» »	» »
	Paris à Strasbourg.	335 »	336 25	335 »	336 »
	Tours à Nantes.	325 »	330 »	321 »	330 25
	Paris à Lyon.	295 »	295 »	391 25	292 50
	Montreuil à Troyes.	» »	» »	» »	» »
	Dieppe à Fécamp.	» »	» »	» »	» »

AU COMPTANT.

FONDS FRANÇAIS.

	C. A.	Der. C.		C. A.	Der. C.
4 0/0 j. 22 septem- bre 1847.	50 »	50 »	Rentes de la Ville.	» »	95 »
4 1/2 0/0 j. 22 sep- tembre 1847.	» »	85 »	Oblig. de la Ville.	895 »	1000 »
Bons du trésor.	42 0/0	38 1/2	Banq. de France.	1200 »	1350 »
			Comp. d'Alger.	» »	900 »

FONDS ÉTRANGERS.

Naples 5 0/0 ré- cépiss. Roth.	» »	65 »	Esp. 5 0/0 d. a.	» »	26 1/2
Rome 5 0/0.	53 »	53 »	— dette pass.	» »	4 7/8
Belg. 5 0/0 1840.	52 »	55 »	— 3 0/0 1841.	» »	21 1/2
— 5 0/0 1842.	52 »	67 »	— d. int. N. T.	» »	17 1/2
— 4 1/2 0/0.	» »	60 »	Haiti: Emprunt.	» »	295 »
— 3 0/0.	» »	66 »	Hollande 4 0/0.	» »	84 »
— 2 1/2 0/0.	» »	35 »	— 2 1/2 0/0.	» »	53 1/2
Autriche: Lots.	» »	375 »	Portugal 5 0/0.	» »	20 »
— métal. 5 0/0.	» »	96 »	Piémont: Oblig.	750 »	750 »

OBLIGATIONS.

Caisse hypoth.	» »	400 »	Havre A.	» »	1000 »
St-Germain 1840.	» »	1140 »	— N. 1846.	» »	1050 »
— 1842.	» »	1050 »	Marseille.	» »	800 »
Versail rive dr. A.	» »	930 »	Bâle.	» »	998 »
— N. 1843.	» »	980 »	St-Etienne à Lyon	» »	1100 »
Orléans.	» »	1165 »	Grand-Combe A.	» »	» »
Rouen A.	» »	890 »	— N.	» »	1025 »
— N. 1847.	» »	1125 »	Lits militaires.	» »	955 »

ACTIONS DIVERSES.

Banque belge 1845	» »	830 »	V.-Mont. A. E.	» »	2050 »
— 1841.	» »	1122 50	— 5 ^e d'action.	» »	1120 »
Caisse hypoth.	140 »	150 »	Nonv.-Mont.	» »	900 »
Caisse Gouin.	» »	1070 »	Antonius.	» »	800 »
Compt. Gann.	» »	960 »	Grand-Mont.	» »	710 »
Caisse Baudon.	» »	400 »	Valentin-Cocq.	» »	975 »
Caisse Béchot.	» »	940 »	Monceaux.	950 »	950 »
Orléans: Jouiss.	» »	850 »	Aveyron.	» »	4800 »
Charleroy.	» »	265 »	Nord.	» »	1375 »
Bordeaux à La	» »	» »	Gaz français libre.	» »	3400 »
Teste.	» »	55 »	— non libéré.	» »	2900 »
Secaux.	» »	125 »	Gaz anglais lib.	» »	6550 »
Quatre canaux.	775 »	775 »	— non libéré.	» »	5250 »
— jouissance.	» »	105 »	Gaz Bellev. lib.	» »	1140 »
Trois-Canaux.	» »	1185 »	— non libéré.	» »	1100 »
— jouissance.	» »	85 »	Gaz du Nord.	» »	575 »
Can. de Bourges.	» »	950 »	Lins Maberly.	» »	440 »
— jouissance.	» »	80 »	Grand-Combe.	» »	1075 »

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Augustins.

LE BANQUET SOCIAL,

Journal du XII^e arrondissement.

APPEL A TOUS LES BONS CITOYENS.

DOUZE MILLE francs de capital à répartir en **DOUZE CENTS** actions de **DIX** francs chacune.

Les actions rapporteront 4 p. 100.

En outre chaque actionnaire aura droit à cinq annonces de 2 francs chacune au tarif du journal.

N. B. On comprend que les annonces de l'arrondissement faites dans le journal de l'arrondissement auront une valeur locale plus immédiate que celles qui seront faites dans d'autres journaux.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Un an, 24 fr. — Six mois, 12 fr. — Trois mois, 6 fr. — Un mois, 2 fr.

ANNONCES.

La grande ligne, 1 fr. 50 c. — La petite ligne, 50 c. — Annonces anglaises, 30 c.

Nous donnons ci-dessous un modèle en blanc de souscription, pour les actions.]

Nous invitons tous les bons citoyens du XII^e arrondissement à nous prêter leur concours en remplissant le modèle ci-joint, et en le renvoyant immédiatement franc de port sous enveloppe au bureau du journal, place Maubert, 9.

Je soussigné

déclare souscrire pour

Le

184

demeurant à

actions de 10 fr. chacune, au journal **LE BANQUET SOCIAL.**

rue

département

Signé,